

Lettre de Jean Monnet à Jaap A. W. Burger (3 août 1961)

Légende: Le 3 août 1961, Jean Monnet, président du Comité d'action pour les États-Unis d'Europe adresse à Jaap A.W. Burger, leader du Parti travailliste néerlandais, une lettre dans laquelle il rappelle l'importance d'une adhésion britannique au Marché commun.

Source: Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam. Johannes Marten Den Uyl (1919-1987) 1927-1987. Lezingen en artikelen. Manuscripten van artikelen door J.M. den Uyl en anderen betreffende de Europese eenwording. Met aantekeningen en documentatie. 1946, 1948-1962. 1 pak, 200.

Copyright: Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis / International Institute of Social History

URL: http://www.cvce.eu/obj/lettre_de_jean_monnet_a_jaap_a_w_burger_3_aout_1961-fr-d61316a1-88da-4dae-8ace-cc51d0dc69fe.html

Date de dernière mise à jour: 15/01/2013

Lettre de Jean Monnet à Jaap A. W. Burger (3 août 1961)

Vous serez, j'en suis sûr, enchanté comme moi de la décision que vient de prendre le Gouvernement anglais; elle répond aux espoirs que nous avons eus dès le début et est l'aboutissement de la politique que nous avons constamment suivie depuis dix ans.

Certains pensent et disent que l'Angleterre, une fois dans les institutions européennes, freinera tout naturellement le développement de l'Europe. Je ne le pense pas. Je crois que ce sera le contraire. Au lieu d'être un frein, l'Angleterre sera un élément actif et constructif. Ma raison est que le Gouvernement anglais s'est rendu compte que les grands problèmes internationaux ne pouvaient être influencés que par une force plus grande que la Grande Bretagne, c'est-à-dire l'unité européenne et l'association avec l'Amérique. L'Angleterre sera naturellement amenée, une fois qu'elle en fera partie, à développer l'unité européenne.

I

Nous pouvons nous féliciter de la manière dont l'Angleterre a fait sa demande d'adhésion et nous féliciter également de l'accueil que les Six ont réservé à cette demande.

Ce qui montre le chemin parcouru par les Anglais depuis trois ans, est que MM. MacMillan et Heath ont dit que le Gouvernement britannique rechercherait la solution aux problèmes d'adhésion de l'Angleterre dans le cadre du Traité de Rome.

Pour leur part, les Six ont rappelé la phrase cruciale du communiqué de Bonn qui dit qu'ils souhaitent "l'adhésion aux Communautés européennes d'autres Etats européens prêts à assumer dans tous les domaines les mêmes responsabilités et les mêmes obligations" qu'eux-mêmes.

Que ces points fondamentaux soient déjà acquis est un élément positif essentiel pour l'avenir des négociations.

De plus, M. Heath, à l'UEO, a dit que la demande anglaise s'adressait au Marché Commun, mais que son adhésion à la CECA et l'Euratom et sa participation à la coopération politique ne faisaient pas de doute.

Quant à la procédure, l'Angleterre et les Six sont déjà d'accord sur l'essentiel: conformément à l'article 237 du Traité de Rome, l'Angleterre fera sa demande formelle, la Commission exprimera son avis, certainement favorable, et le Conseil des Ministres prononcera recevable la demande avant la fin du mois d'août - cette procédure étant une pure forme, car les Six ont en fait déjà donné leur accord à la réunion de l'UEO.

Alors s'ouvrirait la négociation proprement dite sur "les conditions d'admission et les adaptations du présent Traité" que la demande anglaise entraîne et qui "font l'objet d'un accord entre les Etats membres et l'Etat demandeur" (art. 237). M. Heath a déclaré que la négociation pourrait commencer début octobre.

II

Tout cela constitue un bon début. Il est maintenant essentiel que l'accord entre la Grande Bretagne et les Six se réalise rapidement et que notre Communauté ne soit plus la "petite Europe" et devienne la "grande Europe", car les événements mondiaux exigent que l'unité européenne se fasse au plus tôt.

Cela est d'autant plus nécessaire que sous prétexte d'attendre l'adhésion anglaise, une certaine tendance pourrait se faire jour pour ralentir le progrès du Marché Commun, qui est le moteur de l'unité européenne et de l'adhésion anglaise elle-même.

De longues négociations seraient donc dangereuses. Or, je crois que bien que les problèmes sont très difficiles, il n'est pas inéluctable que la négociation en soit très longue. L'idée que les difficultés matérielles sont grandes provient surtout de la situation, maintenant dépassée, où les Anglais et les Six ne voulaient pas la même chose. Maintenant que les anglais acceptent d'aller vers la Communauté Européenne, les

perspectives changent et je pense qu'en s'inspirant des solutions que les Six ont eux-mêmes élaborées en établissant le Marché Commun, on pourrait simplifier les choses. Je pense que c'est à cela que nous devons nous employer; et dans l'espoir d'apporter une contribution, je vais m'efforcer d'être en mesure de vous faire des suggestions à la rentrée de septembre.

JEAN MONNET.